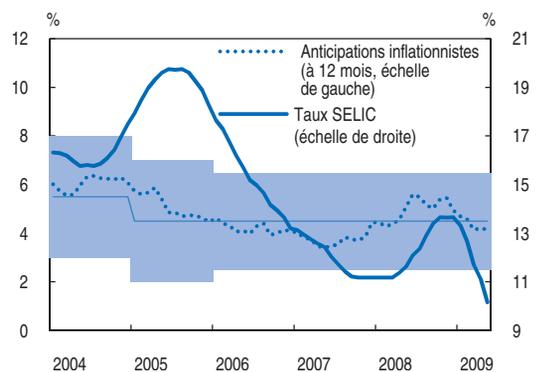
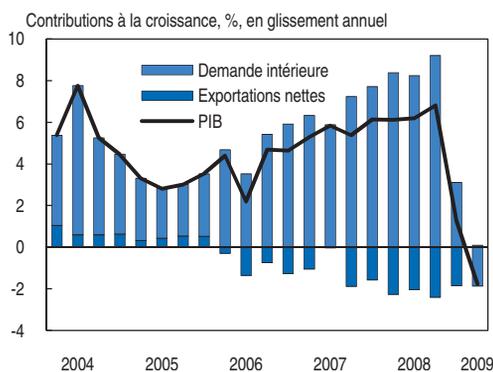


## Résumé

**L**a crise financière et économique mondiale n'a pas épargné le Brésil. Mais une reprise s'enclenche, qui devrait s'affirmer dans le second semestre de 2009 et en 2010. La poursuite de l'assainissement macroéconomique – à la faveur d'un cadre de politique économique approprié, associant un ciblage de l'inflation, un taux de change flexible et une gestion budgétaire fondée sur des règles – conjuguée à une position d'engagements extérieurs beaucoup plus favorable, a favorisé la résilience de l'économie. Néanmoins, les décideurs publics ne devraient pas perdre de vue les défis à long terme qu'il faudra relever pour consolider le potentiel de croissance de l'économie et combler plus rapidement l'écart de niveau de vie par rapport à la zone OCDE.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/651864166021>

### Recueillir les fruits de la consolidation macroéconomique

La réaction à court terme des autorités à la crise économique et financière mondiale a été dans l'ensemble appropriée. Les mesures décisives prises pour maintenir les liquidités dès l'amorce de la crise ont été importantes, et il y a peut-être place pour un nouvel assouplissement monétaire dans les prochains mois. La politique budgétaire a été assouplie pour des raisons conjoncturelles et discrétionnaires sans que la viabilité de la dette à long terme soit compromise, mais de nouvelles actions volontaristes seraient inopportunes, sauf si l'activité se dégrade davantage. La réforme structurelle devrait viser principalement à maîtriser la croissance des dépenses pour favoriser un ajustement budgétaire continu, et à instaurer de nouvelles mesures de dérégulation financière prévoyant l'élimination progressive des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques et la suppression des opérations actuelles de crédit administré.

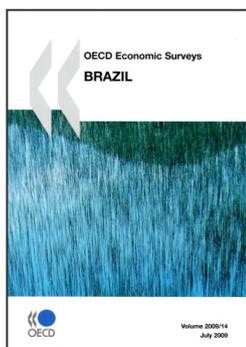
### Réformer la fiscalité indirecte et les prélèvements sur le travail

Le système fiscal du Brésil est complexe, mais en outre il favorise une concurrence fiscale abusive entre les États fédérés et pèse lourdement sur le travail. Ces problèmes doivent être résolus. Les autorités envisagent d'unifier la législation des États sur la TVA, de remplacer les prélèvements

fédéraux sur le chiffre d'affaires et la masse salariale des entreprises par une TVA fédérale et d'alléger la pression fiscale sur les revenus du travail. Un programme de réforme bien conçu est en cours d'examen au Congrès. Un soutien sera nécessaire, surtout dans les administrations des États, pour faire en sorte que la réforme génère des gains d'efficacité et appuie les efforts d'ajustement budgétaire en cours.

### **Améliorer le rapport coût-efficacité des activités gouvernementales**

Le Brésil est un pays très dépensier en comparaison des autres économies de marché émergentes et, à certains égards, par rapport aux pays de l'OCDE. Mais les résultats obtenus ne sont pas toujours à la hauteur des dépenses; on peut donc penser qu'il est possible d'améliorer considérablement l'efficacité des opérations des administrations publiques. Des initiatives visant à renforcer la planification à long terme et à atténuer les rigidités à la baisse des crédits budgétaires seraient particulièrement payantes. Des avancées dans ce domaine permettraient aux décideurs publics de définir avec plus de précision des programmes efficaces par rapport à leur coût et d'obtenir des financements appropriés pour ces programmes, notamment par un redéploiement des ressources budgétaires.



Extrait de :  
**OECD Economic Surveys: Brazil 2009**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2009-en](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2009-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2010), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Brazil 2009*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2009-2-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2009-2-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).